

BONNES FEUILLES

Xavier FONTANET

POURQUOI PAS NOUS ? (1)

Allez la France !

Les quatre pays que nous avons visités nous ont permis de nous familiariser avec les grands domaines de la sphère publique. Chacun d'eux a résolu son problème mais, point intéressant, les quatre approches sont complémentaires et peuvent en quelque sorte être menées de front.

Le Canada a mené une réflexion sur la sphère régaliennne, sur les rôles respectifs du citoyen et de l'État. En un mot il nous propose une nouvelle vision de la société, à la fois source d'efficacité et d'économie. L'État ne cherche plus le pouvoir mais se met au service de l'initiative et parie sur le sens de la responsabilité des citoyens. L'État a compris que dans un environnement mondialisé, sphère privée et sphère publique font équipe et que la meilleure position qu'il puisse prendre est celle de facilitateur. Cela suppose évidemment que le citoyen accepte le jeu, c'est-à-dire se prenne en main.

Le redressement allemand est dû fondamentalement à la façon dont Schröder et Hartz ont remis tout le monde au travail ; certes le mini-job n'est pas une idée satisfaisante à long terme mais le fondement conceptuel de cette politique a été qu'un emploi, même s'il n'est pas complètement satisfaisant, vaut bien mieux que l'horreur du chômage à la maison car il maintient une vie sociale. L'autre idée forte est qu'il faut prendre soin des entreprises : on ne peut pas les surcharger en cette période de mondialisation. Il faut aussi bien comprendre leur fonctionnement et leurs problèmes. La lutte des classes est un concept dépassé. Le principal frein à l'embauche tient à la difficulté pour l'entreprise de débaucher si les commandes viennent à manquer. Un contrat de travail solide dans une entreprise en difficulté n'est pas une vraie garantie : il faut avant tout des entreprises solides qui fassent du profit. Le gouvernement allemand a donc fait le

(1) Extrait du livre *Pourquoi pas nous ?*, Xavier Fontanet, Les **Belles** Lettres/Fayard, 2014, 238 p., 14,90 €, pp. 167 sqq.

choix d'une solidarité exigeante où chacun est aidé mais doit aussi faire le maximum pour ne pas avoir à demander l'aide publique.

La Nouvelle-Zélande est une troisième expérience passionnante, celle d'un changement conceptuel sur la politique de santé avec le passage du droit à la santé au devoir de se préoccuper de sa santé. La Nouvelle-Zélande montre qu'un système de santé concurrentiel mais bien régulé peut être plus efficace et plus respectueux pour tous – clients et professionnels de la santé – qu'un monopole délivrant son service gratuitement mais puisant ses ressources de l'impôt. La Nouvelle-Zélande démontre aussi que la retraite par capitalisation est deux fois moins coûteuse que celle par répartition, et qu'elle est un véritable atout économique. Les chiffres de ce pays en matière de baisse de l'endettement et de retour à bonne fortune sont les plus spectaculaires que l'on ait vus dans les quarante dernières années.

Nous, Français, fonctionnons dans le cadre d'une démocratie représentative dans laquelle une partie de la population, la fonction publique, a pris une part bien trop importante. La politique est devenue un métier et de nombreux députés sont coupés des réalités d'une économie concurrentielle. La Suisse nous interpelle en démontrant l'efficacité de la démocratie directe qui transforme la responsabilité politique en un service que l'on rend à ses concitoyens. Cette démocratie directe et le monde consensuel d'exercice du pouvoir permettent de gérer en douceur et surtout étouffent dans l'œuf la pratique dangereuse de la promesse électorale qui est une des causes majeures de la dérive des comptes publics. Le second message que nous donne la Suisse est l'efficacité d'une sphère publique décentralisée au niveau du canton, une entité économique égale à la moitié d'un département. La sphère publique suisse est de loin la plus compétitive du monde occidental. Le niveau très bas des impôts, gage de sa prospérité future, n'est pas à chercher ailleurs.

Il nous faut gagner 250 milliards d'euros en efficacité, le potentiel est de 350 milliards si tous les leviers sont activés, nous avons donc le choix. Les coûts ne changeront que si nous faisons évoluer les concepts sur lesquels repose notre société. L'amélioration des comptes n'est donc pas qu'une question financière, elle ressortit aussi à une vision de l'individu et à un positionnement de notre pays dans l'environnement mondial. Les changements à faire sont profonds, il faudra très probablement remanier notre Constitution.